

« **SOUS TOUTES RÉSERVES** »



Par Courriel

Le 14 mai 2015

Commercial
et corporatif

Immobilier

Publicité
et divertissement

Propriété
intellectuelle

Fiscalité

Financement

Litige civil
et commercial

Me Sonia LeBel – Procureure en chef
**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET
LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**
600, rue Fullum – sous-sol, secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Christian.Joly@ljt.ca
Ligne directe. 514.842.8893

**Objet : PRÉAVIS AMENDÉ DE CONCLUSIONS DÉFAVORABLES À L'ÉGARD DE
MONSIEUR ROSAIRE SAURIOL**
Notre dossier : 3367-10

Cher consœur,

Nous vous confirmons par la présente que notre client, monsieur Rosaire Sauriol, n'a pas l'intention d'être entendu, de faire entendre d'autres témoins ou de produire des documents additionnels relativement aux nouvelles conclusions énoncées au préavis amendé daté du 30 avril 2015 que lui a adressé la Commission et reçu le 6 mai 2015.

Néanmoins, afin encore une fois d'assister les commissaires dans la tâche qui est la leur, nous souhaitons soulever les précisions et commentaires qui suivent relativement à certaines de ces conclusions.

« 8. D'avoir été impliqué dans la collusion entre firmes de génie à Longueuil; »

Tout d'abord, nous tenons à souligner que le témoignage de notre client révèle qu'il n'a pas personnellement pris part aux pratiques qui ont prévalu à la ville de Longueuil. Nous vous référons par ailleurs à nos remarques plus générales ci-après portant sur le financement politique dans les municipalités.

« 9. D'avoir financé à la hauteur de 20 000\$ la campagne électorale de Cosmo Maciocia en 2005 en retour de l'octroi de

futurs contrats pour Dessau dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles (RDP/PAT); »

« 10. Suite aux élections de 2005, d'avoir participé à l'organisation d'un système de partage de contrats entre les firmes Groupe Séguin et Dessau dans l'arrondissement RDP/PAT avec Pierre Santamaria, Cosmo Maciocia et Michel Lalonde; »

Certes, notre client a reconnu, lors de son interrogatoire du 20 mars 2013 par Me Denis Gallant, avoir contribué la somme de 20 000 \$ pour la campagne électorale de monsieur Cosmo Maciocia, à la demande de monsieur Bernard Trépanier. Cette contribution par Dessau ne fait toutefois pas de lui l'instigateur d'un système de partage des contrats entre les firmes dans cet arrondissement.

Les contributions au financement municipal par la firme ne visaient qu'à lui permettre de conserver son statut de fournisseur auprès des municipalités, et, dans ce cas précis, de l'arrondissement. Les commentaires qui suivent concernant le financement politique dans les municipalités s'appliquent également à cette conclusion.

« 11. D'avoir offert des avantages à des fonctionnaires de la Ville de Montréal en contrepartie de bénéfices dans le cadre des relations contractuelles de Dessau avec la Ville, notamment à Gilles Vézina; »

« 12. D'avoir offert des avantages à des élus municipaux en contrepartie de bénéfices dans le cadre des relations contractuelles de Dessau avec les municipalités; »

« 13. D'avoir participé à l'élaboration d'ententes avec des responsables de financement municipal afin que Dessau obtienne des contrats en contrepartie de son financement politique; »

« 14. D'avoir participé aux activités de collusion de Dessau dans certaines autres municipalités; »

Relativement à ces dernières conclusions, il importe de rappeler que pour une certaine période du mandat de la Commission, les élus et le comité exécutif étaient directement impliqués dans l'octroi des contrats de services professionnels. Cette dernière réalité a nécessairement façonné la manière dont les firmes de génie entretenaient leurs relations avec les clients municipaux.

Q. [655] Et le but, pour... Je vais laisser faire Rainville, là, parce que j'ai le bon témoin devant moi, j'ai vous, là, le but d'inviter tout ce beau monde là, on est au début, là on est vraiment quoi, on opération charme avec Union Montréal, avec les élus d'Union Montréal?

R. Oui. En fait, l'objectif, pour nous, c'est de se rapprocher des élus. Parce que, comme j'expliquais, avant deux mille... avant la Loi 106, les contrats étaient, légalement, donnés de gré à gré par... par les élus. En fait, la plupart du temps. Il y a peut-être des Villes qui mettaient en place des comités d'experts, je pense qu'à la Ville de Québec, je pense que c'était fait de cette façon-là, mais le... je ne sais pas, là. Mais la plupart des Villes, pour résumer, c'était vraiment des décisions du comité exécutif, qui décidait que tel contrat ou tel contrat allait avec telle ou telle firme. Donc, c'est sûr que d'être proche des élus était un... écoute, c'était la porte d'entrée pour avoir accès à des contrats, c'est sûr.

[...]

Q. [662] Et, ce que vous nous dites, c'était la façon de faire avec les élus, c'est-à-dire...

R. C'était les élus qui décidaient. C'est clair. C'était les élus qui décidaient puis là je ferais abstraction de peut-être quelques villes que je ne connais pas mais dans une... dans toutes les villes du Québec, c'était le conseil de ville qui décidait c'est qui ses professionnels. Il choisissait ses ingénieurs, il choisissait ses... en tout cas, tous les autres professionnels. Mais les ingénieurs-conseils étaient choisis par les élus. C'est comme ça que ça fonctionnait.

[Vol. 74, 20 mars 2013, pp. 176-179]

[Nos soulignés]

Or, l'entrée en vigueur de la Loi 106 en 2002 n'a manifestement pas eu l'effet escompté par le législateur. En effet, notre client a expliqué lors de son témoignage que les élus et décideurs politique sur la scène municipale n'ont pas diminué leur demandes de financement adressées aux firmes de génie-conseil, particulièrement en période d'élections, et qu'ils ont trouvé des voies de contournement de cette loi pour s'assurer de ce financement continu des professionnels qui souhaitaient faire affaires avec les municipalités. La volonté politique de favoriser les firmes contributrices est ainsi demeurée déterminante.

Q. [82] ... c'est-à-dire, avant le changement législatif de deux mille deux (2002), dans les municipalités, je ne parlerai pas des autres, là, que Dessau faisait affaire, il fallait contribuer parce que, sans ça, on était sur la « black list », on n'avait pas de contrats de gré à gré, c'est exact?

R. Dans les grandes municipalités où il y avait des élections, où il y avait des machines électorales, la réponse est affirmative.

[...]

Q. [87] Est-ce qu'il y a des municipalités avec qui vous avez fait affaire que, malgré les changements législatifs de deux mille deux (2002), ça n'a pas changé grand-chose parce que les conseils municipaux ont continué à donner aux firmes amies, aux firmes contributrices, peu importe la loi?

R. Je dirais que ça dépend des... Les petites villes, je pense, ça n'aurait pas changé grand-chose, parce que ce qu'ils ont fait, premièrement ça dépend de la nature des contrats puis s'il y en a beaucoup ou pas, puis c'est quoi l'ampleur. Et souvent c'était... En fait, la Ville pour, si on veut, pour contourner la loi, mettait en place des critères de sélection qui étaient très, très stricts. Alors, comme j'expliquais aux enquêteurs, tu dis : « Bien, écoute, il faut que tu aies fait trois projets dans la ville sinon tu ne peux pas soumissionner. » Donc, si une nouvelle entreprise décide de vouloir travailler dans cette ville-là, si elle n'a pas réalisé trois projets dans la ville, bien, automatiquement, elle n'en a pas, donc ça vient de tout de suite donner la réponse, là. Si tu n'es pas dans la ville, tu n'es pas là.

Q. [88] Donc, par exemple, pour un contrat pour les contrats d'en bas de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), c'est de gré à gré, donc on donne à qui on veut?

R. C'est exact.

[...]

Q. [91] Parfait. Au niveau des appels d'offres sur invitation, c'est-à-dire dans un premier temps la Municipalité peut décider d'inviter qui elle veut?

R. Exact.

Q. [92] Donc, pour les contrats entre vingt-cinq mille (25 000) et cent mille (100 000), donc si vous êtes bien positionné, c'est évident que vous allez être invité?

R. Bien, si l'entreprise fait affaire dans ce marché-là, c'est sûr qu'on va les inviter, oui.

Q. [93] Parfait. Et pour les appels d'offres en haut de cent mille (100 000), bien, c'est le système à deux enveloppes. Donc, dans un premier temps il faut vous qualifier. C'est ce que vous nous dites, c'est-à-dire de mettre des conditions tellement restrictives... Monsieur Cadotte, de chez Lavalin, nous disait Lavalin bâtit des ponts partout au monde, sauf à Laval. C'est... Est-ce que c'est...

R. Vous avez... Vous avez raison.

Q. [94] Bien, c'est peut-être lui qui avait raison, là.

R. Non non mais il a raison, puis c'est... C'est pareil pour nous, là. Il y a des villes où on travaillait avant, on était très, très bon, puis tout à coup il y a une élection, puis tout à coup on n'est plus bon puis on n'en fait plus. Alors...

Q. [95] Parce qu'on va changer les systèmes...

R. Bien, parce que... Parce qu'on a décidé qu'on ne voulait plus nous voir là.

[Vol. 74, 20 mars 2013, pp. 37-40]

[Nos soulignés]

La Commission a d'ailleurs fait une démonstration éloquent en ce sens en analysant les contrats obtenus par Dessau avant et après les élections municipales de 2005 dans la ville de Blainville. Nous référons à cet effet au tableau 55P-580, compilé par les enquêteurs de la Commission et auquel il a été fait référence lors de l'interrogatoire de notre client.

R. C'est très révélateur.

Q. [180] Effectivement. Alors, si je regarde le tableau, si je regarde le tableau qui vaut la peine de commenter, [...] Ce tableau est révélateur dans quel sens? Est-ce qu'il y a quelque chose à dire par rapport à l'engagement de Dessau à la Ville de Blainville?

R. Oui. En fait, Dessau était à la Ville de Blainville depuis... je dirais depuis le début des années quatre-vingt-dix (90). Alors, on a réalisé énormément de projets avec la Ville. C'est une ville qui s'est beaucoup, beaucoup développée. Donc, on a toujours été très, très proche, si on veut, de cette ville-là. Ce n'est pas loin non plus de notre siège social. Alors donc, qu'est-ce qu'on voit dans les chiffres, ce que les chiffres disent en réalité, c'est qu'il y a eu un changement à la mairie de la Ville de Blainville. Nous, on travaillait avec une équipe qui était... En fait, il y avait l'équipe de monsieur Gingras qui a été remplacé, parce que...

Q. [181] C'est qui Gingras?

R. Monsieur Pierre Gingras qui avait été maire jusqu'à, je crois, jusqu'à deux mille cinq (2005). Je ne sais pas si l'élection est en deux mille cinq (2005) ou deux mille six (2006).

Q. [182] Probablement en deux mille cinq (2005). Ils ont commencé à être à date fixe là.

R. Oui, en deux mille cinq (2005). Puis, ça, c'est un reliquat, si on veut, de nos projets qui se sont finis peut-être deux cent cinq mille (205 000 \$). Mais

en réalité, nos projets ont cessé d'être octroyés en deux mille cinq (2005). Puis, ça, probablement de deux mille six (2006), c'est les projets qu'on a terminés. Donc, monsieur Gingras, bien, en fait, on a toujours été impliqué avec lui au niveau de ses campagnes électorales. Il sollicitait l'entreprise via Serge Duplessis chez nous. [...]. Et puis qu'est-ce qui est arrivé, c'est que, bon, le candidat qui avait pris la succession de monsieur Gingras s'est fait battre aux élections. Et puis, bien, vous voyez le résultat. Donc, on n'était pas...

Q. [183] Est-ce qu'on vous a sollicité? Comment ça a fonctionné?

R. Non, l'autre parti n'avait pas... Non, on n'a pas été sollicité par le nouveau parti en place.

Q. [184] Vous n'étiez juste pas dans les plans?

R. On n'était plus là. Donc, politiquement, on s'est fait sortir, on s'est fait sortir de la Ville. On a perdu nos contrats.

Q. [185] Mais j'ai de la misère à comprendre. Est-ce qu'à un moment donné, quand vous dites « on n'était juste plus là », on est après la Loi 106, on est pas mal après la Loi 106, on est quatre ans plus tard, en deux mille six (2006), j'imagine que ce n'est pas long d'avoir un contrat de services professionnels en haut de cent mille dollars (100 000 \$). J'imagine qu'il y avait des appels d'offres publics. Qu'est-ce qui est arrivé?

R. Bien, je pense que monsieur Lachance l'a bien décrit. Je pense que lorsque le comité de sélection est biaisé, bien, nous, on ne faisait pas les notes techniques.

[...]

Q. [187] Mais, est-ce que Dessau a continué en deux mille six (2006), malgré une nouvelle équipe à la mairie de Blainville, à postuler sur des contrats qui sont ouverts?

R. Je pense que oui. Je pense que oui, mais la porte était fermée.

Q. [188] O.K. Et la porte maintenant est restée chez CIMA. CIMA est restée là, BPR et Roche

R. [...] je me souviens de cet épisode-là là où du jour au lendemain on a cessé complètement d'avoir des contrats. Ça, je me souviens de ça.

[Vol. 74, 20 mars 2013, pp. 64-66]

[Nos soulignés]

Cet exemple relaté lors des audiences publiques illustre malheureusement l'échec de la Loi 106 en ce sens. L'appui et le financement politique sont demeurés le nerf de la guerre pour l'accès aux contrats municipaux.

Il importe ainsi de réitérer le rôle joué par les différents partis politiques et élus municipaux. En effet, il appert de l'expérience vécue par notre client que leurs organisateurs politiques n'ont pas modifié, voir même simplement adapté, leur façon de solliciter les contributions monétaires suite à l'adoption de cette loi.

Q. [136] Bon, est-ce que vous avez l'impression que lorsqu'on vous sollicitait on sollicitait la firme quand même. Ils étaient conscients que c'était à la firme qu'on demandait de l'argent là.

R. Je pense que vous avez raison.

Q. [137] O.K. Et ça, ce n'est pas, c'est tout parti politique confondu là. Consciemment, on approchait une firme pour avoir un certain montant puis on laissait les gens s'organiser pour nous l'apporter.

R. Vous avez raison. Débrouillez-vous avec vos problèmes.

[Vol. 75, 21 mars 2013, pp. 61-62]

[Nos soulignés]

Ce dernier échange entre Me Gallant et notre client s'inscrivait dans le contexte du financement des partis politiques provinciaux. Il s'applique néanmoins *mutatis mutandis* aux sollicitateurs des partis politiques municipaux. De fait, on en comprend que les élus municipaux et leurs sollicitateurs politiques, alors que le financement par des entreprises n'était pourtant plus légal depuis quelques décennies, ont cherché s'accrocher à ce pouvoir d'octroi des contrats et de sélection des fournisseurs pour perpétuer ce mode de financement.

Si les différentes firmes de génie-conseil ont contribué à la hauteur des sommes qui ont été relatées dans le cadre des audiences publiques, c'est qu'il y avait une demande des partis politiques municipaux. C'est uniquement en réponse à cette demande que les contributions ont dû être faites par Dessau, et non pas à la suite d'ententes, qu'elles soient officielles ou officieuses, entre notre client ou d'autres représentants de la firme avec des responsables du financement municipal. La réalité vécue par Dessau dans certaines municipalités, dont celle de Blainville, était suffisante pour la convaincre de se plier aux demandes de financement politique.

Ainsi, par ces contributions monétaires aux différents partis politiques municipaux, notre client ne cherchait pas à obtenir d'avantages précis ou de mandats particuliers auprès des municipalités et des arrondissements, mais visait plutôt à s'assurer que Dessau ne serait pas exclue du marché et maintiendrait son droit de soumissionner aux contrats municipaux.




En conclusion, notre client réitère qu'il ne cherche pas à s'ériger en victime du système, mais plutôt à faire comprendre aux commissaires la dynamique en place dans le milieu des firmes de génie-conseil à l'époque pertinente. C'est dans ce contexte factuel bien précis que ces agissements et ceux de ses confrères doivent être analysés.

Quant au reste, nous nous en remettons à la nôtre du 20 janvier 2015 et en réitérons le contenu.

Espérant le tout utile à la suite des travaux de la Commission, nous vous prions de recevoir à nouveau, chère consœur, nos salutations distinguées.

LEGAULT JOLY THIFFAULT, S.E.N.C.R.L.


Christian Joly
CJ/il

1283349_1